

Le système éducatif mérite de profondes transformations mais pas en regardant dans le rétroviseur

Un collectif de chercheurs et d'experts du monde scolaire, comme François Dubet, Pierre Kahn ou Bruno Robbes, et le collectif Osons les territoires invitent, dans une tribune au « Monde », à refonder l'école à partir des réalités locales plutôt que de chercher un consensus uniforme et vain.

Publié le 8 février 2024 par Le Monde

Un consensus unit la société : le système éducatif hérité de la III^e République, du collège unique, de la scolarisation obligatoire de 3 à 16 ans, doit être profondément réformé. Mais le consensus s'arrête là. Les discours de Gabriel Attal et [d'Emmanuel Macron \[le 16 janvier\]](#) fixent un cap : en arrière toute, pour retrouver l'école fantasmée d'hier, au service de la République une et indivisible, laïque, forgeant les citoyens d'une France éternelle de l'ordre et du progrès. Le tout par des mesures improvisées, décrétées par une micro-élite formée dans des écoles privées haut de gamme, devant être immédiatement appliquées par tous les enseignants, dans la plus parfaite ignorance de leurs contraintes. Mesures supposées régénérer une école publique qui aurait failli à fabriquer des vrais petits Français exaltés à l'idée qu'un sang impur abreuve nos sillons.

Lire aussi | Article réservé à nos abonnés [« Il est urgent que la République soutienne pleinement son école publique, la seule de toute la jeunesse vivant dans ce pays »](#)

Ajouter à vos sélections

Que tout le système de formation, de l'enfance à la vieillesse, mérite de profondes transformations, les 140 premiers experts signataires du manifeste « Repenser l'éducation par et pour les territoires : le temps de l'éducation globale, vivante et permanente est venu » en sont convaincus. Mais certainement pas en regardant dans le rétroviseur. Il nous faut plutôt nous projeter hardiment dans l'avenir.

En avant toute ! En partant de la réalité interculturelle de nos jeunes ; en mesurant les défis à relever dans les cinquante ans à venir (transition écologique et sociale, évolutions techniques et émergence d'une société mondiale) et en identifiant les futurs métiers, les savoir-être et savoir-faire indispensables ; en disant quelle société nous voulons bâtir, et le tout sans craindre de nous inspirer des pays qui font preuve, [à travers les enquêtes internationales PISA](#), d'une efficacité bien supérieure à la nôtre. Tant sous l'angle des savoirs acquis que sous l'angle de l'équité sociale.

Métamorphose

Notre manifeste ne propose pas de potion magique pour l'école mais des lignes directrices susceptibles de contribuer au grand débat démocratique que mérite le sujet et que nous appelons de nos vœux. Car que reste-t-il de la démocratie si la question de l'avenir de nos enfants en est soustraite ?

Lire aussi l'entretien | Article réservé à nos abonnés [Kristina Kallas, ministre de l'éducation estonienne : « L'intelligence artificielle est déjà dans l'école, vouloir l'en chasser serait illusoire »](#)

Comment font les meilleurs, souvent de petite taille, comme l'Estonie, championne européenne en titre en performance et en non-reproduction sociale inégalitaire ? Elle s'est attaquée depuis 1991 à la réinvention de son système éducatif. « *L'autonomie en matière d'éducation constitue une valeur fondamentale qui conduit à de meilleurs résultats* », expliquait récemment la ministre de l'éducation estonienne, Kristina Kallas, [dans un entretien au Grand Continent](#).

Et ce ne sont pas des mots creux. De 7 à 15 ans, les primaire et collège sont regroupés en une seule « école de base » sans aucune sélection avant 16 ans. L'Etat définit l'objectif d'un tronc commun, aux équipes éducatives de définir les méthodes et les outils pédagogiques. Après l'école, qui finit vers 14 heures, les « écoles de loisirs » ont un financement public à 100 % pouvant intégrer les transports pour se rendre à l'activité. Quel fossé entre la confiance faite en Estonie aux communautés éducatives et notre modèle centralisé, enfermé dans un découpage en disciplines, et où l'égalité républicaine formelle dont on se gargarise produit des inégalités sociales supérieures à la plupart des pays de l'OCDE !

Quand, en juillet 2023, des jeunes en viennent à brûler leurs propres écoles, y voyant le symbole d'un Etat et d'une société qu'ils rejettent et non leur maison commune, discourir sur le pacte républicain, la laïcité et la transmission des savoirs fondamentaux ne suffira pas à éteindre le feu. Nous voulons soumettre à débat une métamorphose du système éducatif en réponse à celle de notre société.

Par et pour les territoires

Notre système actuel est un condensé de coupures : entre temps scolaire et non scolaire ; entre classes, cycles, disciplines ; entre savoirs, savoir-faire et savoir-être ; entre concepts et vécu, raison et émotions ; entre formation des enseignants et aptitudes que l'on attend d'eux ; entre professionnels et parents, eux-mêmes parfois peu préparés à leur rôle ; entre éducation initiale et formation tout au long de la vie.

Lire aussi | Article réservé à nos abonnés [Gilles Candar : « La majorité présidentielle s'éloigne chaque jour davantage de l'éducation à la liberté que préconisait Jaurès »](#)

Ajouter à vos sélections

Ces coupures ont sacrifié la gestion des relations interpersonnelles au nom de l'efficacité opérationnelle. Ce n'est pas remédiable dans un système centralisé. C'est par et pour les territoires – c'est-à-dire les bassins de vie – qu'il faut repartir pour reconstruire un système éducatif cohérent, de la naissance à la vieillesse, dépassant, grâce au concours de tous les acteurs, les multiples coupures dont nous souffrons aujourd'hui. Point d'application par excellence du principe de subsidiarité active où des lignes directrices, fixées en commun et que chacun traduit au mieux des réalités locales, se substituent à des directives uniformes.

Signataires : **François Dubet**, professeur émérite à l'université de Bordeaux, sociologue de l'éducation. Il est notamment l'auteur, avec Marie Duru-Bellat, de *L'école peut-elle sauver la démocratie ?* (Seuil, 2020) ; **Roger François Gauthier**, inspecteur général de l'administration de l'éducation nationale, professeur d'université, membre fondateur du Collectif d'interpellation du curriculum, auteur de *Crise des programmes scolaires. Vers une école de la conscience* (Berger-Levrault, 2019) ; **Pierre Kahn**, professeur émérite de sciences de l'éducation à l'université de Caen ; **Bruno Robbes**, professeur en sciences de l'éducation à l'université de Cergy-Pontoise, auteur de *L'Autorité enseignante. Approche clinique* (Champ social, 2016).

Les membres du collectif Osons les territoires, auteurs du [manifeste « Repenser l'éducation par et pour les territoires »](#) (2023) : **Béatrice Barras, Jacques Brégeon, Pierre Calame, Pierre Caro, Jean-Pascal Derumier, Bernard Fortier, Martine Guérin, Kristina Hakala, Claire et Marc Héber-Suffrin, Armel Huet, Robert Jestin, Cindy Nadaud, Richard Pétris, Jacques Pinchard, Armel Prieur, Isabelle Sorbelli, Patrick Waeles.**